

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>  
Objet : Qui-vive (23-06-11)  
Date : 23 juin 2011 21:52:13 HAEC



📎 7 pièces jointes, 1,2 Mo

Qui vive ? مَنْ الْقَادِمُ ؟ [ mani\_l-  
qâdim ? ]

jeudi 23 juin 2011 : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/23-06-11.pdf>

### Points du jour :

- [Algérie](#)
- [Libye](#)
- [Afrique](#)
- [Divers](#)

## ALGÉRIE

Quand la pénurie attise les contradictions au sein du peuple...

LE TEMPS  
D'ALGÉRIE

2 Jeudi 23 juin 2011

ACTUALITÉ

Par crainte d'émeutes

# Les autorités temporisent pour l'affichage de la liste des bénéficiaires de logements

*Les listes des bénéficiaires de logements sociaux ont provoqué de graves émeutes dans plusieurs communes de la capitale. La dernière en date, celle qui a secoué hier le quartier d'Houssein-Dey.*

Par Samira Azzegag

LES habitants de cette localité ont manifesté leur mécontentement contre la liste où figuraient une soixantaine de familles, dont «la plupart sont déjà logées». Les autorités qui craignent le déclenchement des manifestations à l'échelle nationale temporisent pour éviter le pire. Les listes des bénéficiaires dans la commune d'Aïn Naâdja et de Sidi M'hamed ne sont pas encore rendues publiques. Hier encore, des centaines d'habitants de la commune de Sidi M'hamed attendaient devant la daïra l'affichage de la fameuse liste. Rencontré sur les lieux, un employé de cette commune affirme que le retard accusé est dicté par certaines mesures prises par les pouvoirs publics afin d'éviter les émeutes. Il a ajouté qu'il n'y a tout de même pas moyen d'éviter cette contestation, car «la liste des demandes a dépassé largement la centaine des bénéficiaires». Selon des sources proches de la daïra, le président de l'assemblée populaire communale, M. Bourouina, a convoqué dans la journée d'hier une ré-



Ph.: Toufik H.

cer la sélection faite. La même importante contestation. Un

à Aïn Naâdja. Les citoyens de la commune promettent d'ores et déjà des manifestations si les mal-logés ne sont pas concernés par cette énième affectation de logements sociaux. Les Harrachis promettent, pour leur part, de revenir à la charge, après avoir initié de graves émeutes dimanche dernier, et ce, suite à l'affichage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux. Plusieurs blessés ont été recensés. Les contestataires n'ont pas hésité à utiliser des armes blanches. Le wali délégué a promis de mettre en place une commission d'enquête, mais pour le moment rien, n'est officiel et les harrachis n'ont pas encore dit leur dernier mot. Les habitants d'El Madania ont également contesté la liste des bénéficiaires. Dans la commune de Bab El Oued, par contre, aucune contestation n'a eu lieu le mois dernier, où la liste des bénéficiaires a été placardée. Les figurants sur la liste, selon un employé de la daïra, sont des familles mal logées. Ce dernier a estimé que tout le monde était satisfait. Une deuxième liste est prévue au cours de ce mois de

tion urgente pour réexaminer la liste une dernière fois et décider de la date adéquate pour annon-

source a affirmé que le quota réservé à la commune est vraiment limité et ne répond pas à la demande et risque de créer une

important dispositif sécuritaire est d'ailleurs mis en place pour contenir les débordements qui risquent d'avoir lieu. Même son de cloche

juillet. Plus d'une soixantaine de familles sera concernée.

S. A.

## Nuit d'émeutes à Adrar

**Bentouba Saïd**

Des affrontements ont opposé, dans la soirée de mardi à mercredi, à Adrar, des jeunes déchaînés et les forces de sécurité. Plaques de signalisation, poteaux électriques et cabines téléphoniques ont été saccagés par de jeunes émeutiers qui ont investi la rue principale du centre-ville, rue de Bouda. Ils protestaient contre la manière avec laquelle ont été distribués les logements sociaux et revendiquaient du travail.

Les éléments de la police ont utilisé des matraques et des gaz lacrymogènes pour disperser les

émeutiers qui lançaient des pierres contre les forces de l'ordre.

A la suite de cette intervention, les manifestants se sont scindés en deux groupes dont l'un a pris direction vers la cité de 100 logements et l'autre, vers la mosquée de Cheikh Belkabar, au sud de la ville.

D'autres émeutiers se trouvaient du côté du lycée de Belkin II, où des palmiers ont été brûlés et la rue principale qui mène au siège de la willaya bloquée. La protection civile a intervenu rapidement pour circonscrire le sinistre. Les affrontements entre les jeunes protestataires, qui réclamaient la révision de la liste de 375 bénéfi-

ciaires des logements sociaux, le droit à l'emploi et la relaxe d'un jeune arrêté suite aux événements de lundi dernier face à la daïra d'Adrar, ont duré jusqu'à 5 h du matin de ce mercredi. La situation était très tendue hier matin dans la ville d'Adrar. Des renforts de police venus de Bechar ont été vus se diriger vers Timimoun, deuxième ville de la willaya d'Adrar, où une liste de bénéficiaires de logements sociaux devait être affichée dans les 48 h.

Un dispositif de sécurité formé d'une dizaine de policiers a été mis en place devant les sièges sensibles tels que la willaya, la daïra, l'APC.

### Au fil de la presse algérienne...

Reprise d'un titre déjà cité mais qui manifestement obscurcit la pensée : les révoltes en jeu, de Tunis à Athènes en passant par Le Caire et Madrid sont bien différentes (et non pas "mêmes" : songeons au rapport tout différent de chacune de ses révoltes au mot "démocratie"). Toute analyse qui agglomère tout cela obscurcit plutôt qu'elle n'éclaire.

**12** Le Quotidien d'Oran  
Jeudi 23 juin 2011

## Printemps arabe et été grec

**La révolte est pratiquement la même. Partout, la rue est en ébullition, en folie ! Qu'il s'agisse de Tunis, Le Caire, Damas, Sanaa, Benghazi, Athènes ou d'autres capitales ou villes encore... La foule, tel un fleuve en crue ou en furie, fait peur à son monde, à ses gouvernants en priorité.**

À tout prendre, je préfère ce dessin:



## LIBYE

Vers la débâcle militaire des "puissances" européennes faisant les matamores...

Après la France, la Grande-Bretagne :

**Libye, Afghanistan : la Royal Air Force s'estime en " surchauffe "**

Le numéro deux de la Royal Air Force (RAF) sonne l'alarme. Sir Simon Bryant vient de dire à des parlementaires britanniques que, si l'opération en Libye devait durer au-delà du mois de septembre, la capacité de l'armée de l'air à répondre, dans l'avenir, à de nouvelles urgences risque fort d'être compromise.

Dans un document révélé lundi 20 juin par le *Daily Telegraph*, l'*air chief marshal* souligne que les opérations intenses, menées de façon concomitante, en Afghanistan et en Libye font peser une tension " *considérable* " sur les équipements et les personnels. Exemple, certains pilotes de transport arrivent au terme d'une mission de deux ans et demi au cours desquels ils ne se sont arrêtés que sur les quatre bases menant à l'Afghanistan. De nombreux secteurs sont " *en surchauffe* ".

Or ces opérations interviennent dans un contexte d'économies substantielles dans les budgets de défense. La Royal Air Force doit perdre 15 % de ses 32 000 emplois dans les trois ans. Le nombre de ses officiers de renseignement va être divisé par deux. Elle accuse

déjà un déficit de 25 % chez les techniciens et les mécaniciens. Une crise de recrutement s'annonce. " *Le moral est fragile* ", explique sir Bryant, même si " *l'esprit de combat reste positif* ".

La même inquiétude sur les capacités à venir de la marine britannique avait été exprimée il y a quelques jours par l'amiral Mark Stanhope, le *first sea lord*. Il avait aussitôt été convoqué par le premier ministre, David Cameron.

En France, l'amiral Pierre-François Forissier, chef de la marine, a insisté publiquement le 10 juin sur les contraintes de " *régénération* " des équipements et des hommes. Elles feront que, si l'opération libyenne dure jusqu'à la fin de 2011, il faudra se passer de l'unique porte-avions français en 2012. L'état-major et l'Élysée ont vu rouge.

Les chefs militaires ne sont pas en train de dire que les opérations en cours sont mal conduites, bien au contraire : comme leurs responsables politiques, ils rendent hommage à leurs troupes, qui continuent, disent-ils, de remplir leur mission avec un grand professionnalisme. Mais à la différence des responsables politiques, les militaires pensent le coup d'après.

**Nathalie Guibert**

## AFRIQUE

**Affreux !**

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/06/23/les-universites-americaines-s-offrent-des-terres>

### **Les universités américaines s'offrent des terres**

**Après les Etats et les entreprises étrangères, les grandes facultés d'outre-Atlantique investissent massivement sur le continent noir. Et les paysans locaux n'en bénéficient guère.**

23.06.2011 | John Vidal, Claire Provost | [Mail & Guardian](#)

De grandes universités américaines comme Harvard (Boston, Massachusetts) et Vanderbilt (Nashville, Tennessee) font l'acquisition de vastes superficies de terres agricoles en Afrique. C'est ce qui ressort d'une nouvelle enquête réalisée par l'Oakland Institute, un institut de recherche militant situé en Californie. Selon ses auteurs, ces contrats d'achat ou baux de location, négociés par l'intermédiaire de fonds spéculatifs britanniques ou européens, risquent de chasser de leurs terres des milliers de personnes. Les investisseurs étrangers profitent d'accaparements de terres qui souvent n'apportent pas les bénéfices promis en matière d'emplois et de développement économique, et en plus portent en germe des problèmes sociaux et environnementaux dans ces pays les plus pauvres de la planète.



D'après ce rapport qui couvre sept pays africains, Harvard, Vanderbilt et de nombreuses autres universités américaines ont beaucoup investi dans les terres du continent ces dernières années. L'essentiel des capitaux transite par Emergent, une société de gestion d'actifs londonienne qui gère l'un des principaux fonds d'acquisition de terres africaines. Elle est dirigée par d'anciens cambistes des banques américaines [JP Morgan et Goldman Sachs](#). Les clients d'Emergent aux Etats-Unis auraient investi jusqu'à 500 millions de dollars [350 millions d'euros] dans les terres les plus fertiles du continent noir, dans l'espoir d'obtenir un rendement de 25 %. Emergent assure avoir traité les contrats de manière responsable. *“Les fonds de dotation universitaires et les fonds de pension sont évidemment des investisseurs privilégiant le long terme, affirme un porte-parole de la firme. Nous investissons dans l'agriculture en Afrique, nous y créons des entreprises et des emplois. Nous le faisons avec un grand sens des responsabilités... Les sommes engagées sont élevées, pouvant atteindre des centaines de millions de dollars. Il n'y a aucune spoliation. Nous voulons augmenter la valeur des terres. La taille est un facteur important, car les économies d'échelle permettent d'accroître la productivité.”*

### **Superficies énormes**

Des entreprises chinoises et moyen-orientales ont déjà été pointées du doigt pour avoir accaparé de vastes terrains dans des pays en développement en vue d'y effectuer à bon compte des cultures alimentaires destinées aux populations de leurs pays d'origine. Pourtant, les fonds occidentaux sont les instigateurs de nombreux gros contrats, souligne l'Oakland Institute. La firme qui gère le fonds d'investissement de Harvard a décliné tout commentaire. *“[La société de gestion de Harvard](#) a pour politique de ne pas discuter des investissements ou de la stratégie d'investissement, et je ne peux donc ni confirmer ni infirmer les allégations contenues [dans le rapport](#)”*, répond un porte-parole. Vanderbilt préfère également garder le silence.

A en croire l'Oakland Institute, les investisseurs ont vanté exagérément aux communautés intéressées les avantages des accords. *“Les entreprises ont été en mesure de créer des*

niveaux complexes de sociétés et de filiales afin d'éviter d'attirer l'attention des autorités de tutelle, par ailleurs mal armées. A bien analyser les contrats, on s'aperçoit que nombre d'entre eux créeront peu d'emplois et évinceront des milliers et des milliers d'occupants de ces terres", dénonce Anuradha Mittal, directrice de l'Oakland Institute. En Tanzanie, aux termes du protocole d'accord signé entre le gouvernement local et Agrisol Energy, le groupe d'exploitation agricole américain représentant [l'université de l'Iowa](#), les deux principaux emplacements retenus pour le projet sont Katumba et Mishamo. Or c'est précisément là que sont installés des camps abritant jusqu'à 162 000 personnes déplacées. Leur fermeture est prévue avant le démarrage du projet de 700 millions de dollars. Les réfugiés travaillent cette terre depuis quarante ans.

### Paysans délaissés





En Ethiopie, la politique dite de “villagisation” menée par le gouvernement pour fixer les populations et éviter une urbanisation incontrôlée a entraîné l’expulsion de dizaines de milliers de personnes de leurs terres ancestrales et leur relogement dans de nouveaux centres. Parallèlement, d’énormes contrats sont conclus avec des sociétés étrangères. Le plus important est celui signé au Sud-Soudan, où jusqu’à 9 % des terres auraient été cédées ces dernières années. C’est une société texane, Nile Trading and Development, qui a négocié la transaction avec une coopérative locale. Le bail de quarante-neuf ans, portant sur la location de 400 000 hectares dans l’Equatoria-Central pour environ 25 000 dollars, autorise l’entreprise à exploiter toutes les ressources naturelles, y compris le pétrole et le bois. La société, avec à sa tête l’ancien ambassadeur des Etats-Unis Howard Eugene Douglas, entend demander à bénéficier des crédits carbone soutenus par les Nations unies, qui lui rapporteraient des millions de livres de revenus par an.

Au Mozambique, où les investisseurs pourraient mettre la main sur 7 millions d’hectares, des fonds spéculatifs occidentaux travailleraient avec des entreprises sud-africaines pour acheter de grandes superficies de forêts et de terres agricoles pour le compte d’investisseurs en Europe et aux Etats-Unis. Les contrats stipulent que l’Etat mozambicain acceptera jusqu’à vingt-cinq années d’exonération d’impôts, sans qu’il y ait beaucoup d’emplois créés en contrepartie. “Personne ne peut croire que ces investisseurs soient motivés par le désir de nourrir les Africains, de créer des emplois ou d’améliorer la sécurité alimentaire”, martèle Obang Metho, du Mouvement de solidarité pour une nouvelle Ethiopie. “Ces accords, qui pour beaucoup resteront en vigueur pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, n’apporteront pas le progrès aux populations locales et ne leur donneront pas de quoi manger. Ils permettent seulement aux dirigeants corrompus et aux investisseurs étrangers de s’en mettre plein les poches.”

## Opacité

*“Ce sont des contrats énormes, ce qui les rend d’autant plus scandaleux. Le sacrifice de petites fermes et de forêts africaines sur l’autel d’une stratégie d’investissement hautement rentable, fondée sur des ressources naturelles, risque de pousser les prix alimentaires à la hausse et d’aggraver les changements climatiques”, s’insurge Anuradha Mittal. “D’après des études effectuées par la Banque mondiale et d’autres institutions, les entreprises étrangères ont acheté ou loué ces trois dernières années près de 60 millions d’hectares de*

*terres africaines, soit la superficie d'un pays grand comme la France*”, soulignent quant à eux les auteurs du rapport. *“La plupart de ces accords se caractérisent par leur opacité, et ce en dépit des profondes répercussions du renforcement du contrôle sur les marchés alimentaires mondiaux et les ressources agricoles par les sociétés financières”*, poursuivent-ils.

*“Nous avons relevé des cas de spéculateurs s'emparant de terres agricoles alors que de petits paysans, considérés comme les occupants illégitimes, sont expropriés par la force, sans aucune indemnisation”, s'indigne Frédéric Mousseau, directeur politique de l'Oakland Institute. “Cela déstabilise la filière alimentaire dans le monde et cette instabilité représente une menace bien plus grande que le terrorisme pour la sécurité du monde. Plus d'un milliard d'habitants de la planète ont faim. La majorité des pauvres dépendent toujours des petites exploitations agricoles pour leur survie, et les spéculateurs les dépouillent de leur moyen d'existence en leur faisant miroiter des progrès qui ne se réaliseront jamais.”*

## DIVERS

### Des pans entiers d'histoire dont il convient de se souvenir...

Deux notices nécrologiques dans *Le Monde*

#### Didar Fawzy-Rossano

Didar Fawzy-Rossano est morte accidentellement, jeudi 26 mai, à Genève. Elle a été renversée par une voiture et mortellement blessée, alors qu'elle effectuait, comme chaque jour, sa promenade à pied dans les rues de la capitale suisse, sa dernière résidence. Elle allait fêter, cet été, ses 90 ans.

Née Diane Rossano, le 20 août 1921 au Caire, dans une famille de la bourgeoisie juive (son père dirigeait la Banque nationale), la future nomade révolutionnaire commence à militer, au début des années 1940, avec son militaire de mari, Osman Fawzy, officier candidat à la garde royale : tous deux sont recrutés, raconte-t-elle dans ses Mémoires d'une militante communiste (L'Harmattan, 1997), par l'une des multiples organisations qui se créaient alors, " stimulées par les victoires soviétiques ". La leur est dirigée par Henri Curiel.

Elle le rejoint à Paris, en 1954, alors qu'il est en train d'y organiser un réseau de solidarité avec les indépendantistes algériens du Front de libération nationale (FLN). L'activiste égyptienne intègre aussitôt la nébuleuse clandestine des " porteurs de valises " (du FLN) et sera, de ce fait, emprisonnée, en octobre 1960, en même temps que d'autres anticolonialistes - dont Hélène Cuenat, membre du réseau de Francis Jeanson. Le groupe des détenues de la prison de La Roquette réussit à s'évader, en février 1961, provoquant un scandale retentissant. Leurs photos font la " une " des journaux. Hélène Cuenat et Didar Fawzy gagnent secrètement le Maroc, escortées par Jean-Marie Boëglin, chef d'un réseau lyonnais de " porteurs de valises ", et protégées par l'appareil du FLN.

A l'été 1962, au lendemain de l'indépendance algérienne, elle s'installe à Alger. Nommée responsable du bureau du volontariat des jeunes au sein du ministère de la jeunesse et des sports (dirigé par Abdelaziz Bouteflika), elle participe aux premiers " chantiers volontaires " de travail pour les jeunes Algériens, filles et garçons. La mort d'Henri Curiel, assassiné

en mai 1978, à Paris, marque, pour elle, la fin d'une époque militante. Installée depuis plusieurs années à Genève, Didar Fawzy-Rossano y a été inhumée, lundi 6 juin.

Catherine Simon  
© Le Monde

## Joseph Claude Sixou

Issu d'une famille juive de Tiaret (ouest de l'Algérie), militant anticolonialiste de la première heure, Joseph Claude Sixou est mort, le 10 juin, à Saint Christoly-Médoc (Gironde). Il avait 80 ans.

Né le 11 juin 1931 en Algérie, c'est en " métropole ", à l'école supérieure d'aéronautique, qu'il obtient son diplôme d'ingénieur et " prend conscience de son algérianité ". Fin 1956, Joseph Claude Sixou crée, à Paris, avec une dizaine d'intellectuels, le Comité des juifs algériens pour l'indépendance.

La guerre d'Algérie bat son plein et le jeune Sixou, son sursis d'étudiant étant venu à expiration, décide de désertre. Il le fait sans se cacher, revendiquant, dans une lettre au président René Coty, son parcours et son choix. "Algérien de culture française", comme il se définit lui-même, il dénonce, dans cette lettre-manifeste, la " carapace d'incompréhension qu'on a accumulée entre deux communautés soeurs ", celle des juifs et celle des musulmans. C'est dans la lutte anticolonialiste, " seule base où la rencontre était possible ", écrit-il, qu'il comprend qu'il n'a qu'une et unique " patrie " - l'Algérie, qu'il s'efforcera de servir de toute son énergie.

A l'indépendance, il est chargé du dossier pétrolier, au sein du cabinet du ministère de l'industrie. Entre 1963 et 1964, il signe plusieurs articles dans l'hebdomadaire *Révolution africaine*, dont un, retentissant, qui met en cause l'oligarchie pétrolière française. Plus tard, après 1965, il travaillera, comme cadre supérieur, à la création de la Société nationale de sidérurgie.

Partisan de l'autogestion, Joseph Claude Sixou avait été choqué et meurtri, au lendemain de l'indépendance, par la proclamation du code de nationalité, qui faisait des non-musulmans des " minoritaires de service ", selon l'expression de l'un d'entre eux. Le coup d'Etat de Houari Boumediene, le 19 juin 1965, le confirma dans son analyse que l'Algérie faisait des choix qui la menaient à l'impasse. Installé en France depuis le début des années 1970, Joseph Claude Sixou a longtemps travaillé dans le secteur de l'informatique.

C. S.

### Odette Chapelot

L'historienne et archéologue Odette Chapelot est morte à Paris le 22 mai, à l'âge de 65 ans.

Née le 20 décembre 1945 à Paris, Odette Leclerc, fille d'un chauffeur de PDG et d'une concierge du 16<sup>e</sup> arrondissement, bénéficie ainsi de la fréquentation d'un grand lycée parisien où elle excelle. Bachelière à 16 ans, elle entreprend des études d'histoire en Sorbonne. Passionnée d'archéologie, elle participe à des chantiers de fouilles tant préhistoriques que médiévaux, et c'est au cours d'un de ces rendez-vous de l'été 1967 qu'elle se lie à celui qui deviendra son époux l'année suivante, l'archéologue et médiéviste Jean Chapelot. Au même moment, elle devient membre du Centre de recherches historiques, laboratoire de l'EHESS et du CNRS (UMR 8558), qu'elle ne quittera qu'en décembre 2010, à l'heure de la retraite. Sous la houlette de Jacques Le Goff, Odette Chapelot soutient une thèse sur les matériaux

*Mémoires d'une militante communiste* (L'Harmattan, 1997), par l'une des multiples organisations qui se créaient alors, « stimulées par les victoires soviétiques ». La leur est dirigée par Henri Curiel.

Elle le rejoint à Paris, en 1954, alors qu'il est en train d'y organiser un réseau de solidarité avec les indépendantistes algériens du Front de libération nationale (FLN). L'activiste égyptienne intègre aussitôt la nébuleuse clandestine des « porteurs de valises » (du FLN) et sera, de ce fait, emprisonnée, en octobre 1960, en même temps que d'autres anticolonialistes – dont Hélène Cuenat, membre du réseau de Francis Jeanson. Le groupe des détenues de la prison de La Roquette réussit à s'évader, en février 1961, provoquant un scandale retentissant. Leurs photos font la « une » des journaux. Hélène Cuenat et Didar Fawzy gagnent secrètement le Maroc, escortées par Jean-Marie Boëglin, chef d'un réseau lyonnais de « porteurs de valises », et protégées par l'appareil du FLN.

À l'été 1962, au lendemain de l'indépendance

kin a fait des études de cinéma à l'université de Southern California (USC), travaille dans les jeux télévisés, puis débute dans le cinéma comme assistante personnelle du producteur Jon Peters. En 1994, elle dirige Fox 2000 Pictures, le département art et essai de la major 20<sup>th</sup> Century Fox, et prend des risques avec les films *To Die For* de Gus Van Sant (avec Nicole Kidman), *Fight Club* de David Fincher, et *The Thin Red Line*, de Terrence Malick. En 2002 et 2007, elle a été la première femme à produire en solo la cérémonie des Oscars. Avec l'énergie et la ténacité qui la caractérisaient, elle a lancé la fondation Stand Up to Cancer, qui a collecté des centaines de millions de dollars pour la recherche contre le cancer. ■

Claudine Mulard

### Dimi Mint Abba

Elle était l'une des chanteuses les plus en vue de la musique mauritanienne, celle qui a émergé la première sur la scène

### Joseph Claude Sixou

Issu d'une famille juive de Tiaret (ouest de l'Algérie), militant anticolonialiste de la première heure, Joseph Claude Sixou est mort, le 10 juin, à Saint Christoly-Médoc (Gironde). Il avait 80 ans.

Né le 11 juin 1931 en Algérie, c'est en « métropole », à l'école supérieure d'aéronautique, qu'il obtient son diplôme d'ingénieur et « prend conscience de son algérianité ». Fin 1956, Joseph Claude Sixou crée, à Paris, avec une dizaine d'intellectuels, le Comité des juifs algériens pour l'indépendance.

La guerre d'Algérie bat son plein et le jeune Sixou, son sursis d'étudiant étant venu à expiration, décide de désertre. Il le fait sans se cacher, revendiquant, dans une lettre au président René Coty, son parcours et son choix. « Algérien de culture française », comme il se définit lui-même, il dénonce, dans cette lettre-manifeste, la « carapace d'incompréhension qu'on a accumulée entre deux communautés

de la construction en Bourgogne aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles (aspects techniques, économiques et sociaux). C'est au domaine de la construction à l'époque médiévale qu'Odette Chapelot consacra dès lors son œuvre de chercheuse et d'enseignante, labourant systématiquement et avec une méthode d'une impeccable rigueur un champ où elle sut faire naître bien des vocations. ■

Philippe-Jean Catinchi

## Didar Fawzy-Rossano

Didar Fawzy-Rossano est morte accidentellement, jeudi 26 mai, à Genève. Elle a été renversée par une voiture et mortellement blessée, alors qu'elle effectuait, comme chaque jour, sa promenade à pied dans les rues de la capitale suisse, sa dernière résidence. Elle allait fêter, cet été, ses 90 ans. Née Diane Rossano, le 20 août 1921 au Caire, dans une famille de la bourgeoisie juive (son père dirigeait la Banque nationale), la future nomade révolutionnaire commence à militer, au début des années 1940, avec son militaire de mari, Osman Fawzy, officier candidat à la garde royale : tous deux sont recrutés, raconte-t-elle dans ses

ce algérienne, elle s'installe à Alger. Nommée responsable du bureau du volontariat des jeunes au sein du ministère de la jeunesse et des sports (dirigé par Abdelaziz Bouteflika), elle participe aux premiers « chantiers volontaires » de travail pour les jeunes Algériens, filles et garçons. La mort d'Henri Curiel, assassiné en mai 1978, à Paris, marque, pour elle, la fin d'une époque militante.

Installée depuis plusieurs années à Genève, Didar Fawzy-Rossano y a été inhumée, lundi 6 juin. ■

Catherine Simon

## Laura Ziskin

Laura Ziskin, productrice de la franchise Spider Man, est morte le 12 juin à Santa Monica (Californie), à l'âge de 61 ans, d'un cancer du sein. Elle était une des rares femmes productrices à Hollywood. En 2002, la première adaptation à l'écran de la bande dessinée *Spider-Man*, réalisée par Sam Raimi, avec Tobey Maguire et Kirsten Dunst, est un énorme succès de box-office.

Née le 3 mars 1950 dans la San Fernando Valley, au nord de Los Angeles, Laura Zis-

internationale. Née le 25 décembre 1958 dans la région du Tagant (centre nord de la Mauritanie), Dimi Mint Abba est morte le 4 juin dans un hôpital de Rabat, au Maroc, des suites d'un accident vasculaire cérébral. Elle était âgée de 53 ans.

Issue d'une lignée d'iggawin, l'équivalent des griots ouest-africains, elle était la fille du musicien auteur de l'hymne national mauritanien. Elle chantait des poésies anciennes, des épopées en accompagnant son chant envoûtant avec l'ardin, la harpe traditionnelle apprise de sa mère. Sa vie musicale commence dès son enfance, aux côtés de ses parents auprès de qui elle joue des percussions. A 18 ans, sa carrière de chanteuse s'enclenche. Elle remporte le premier prix du concours de la Radio mauritanienne. En 1990, avec son groupe et son mari, Khalifa Ould Eide, joueur de luth tidinit et de guitare électrique, elle enregistre, à Londres, son premier disque en studio, pour le label World Circuit. Elle s'est produite la dernière fois à Paris en mars 2009, avec le batteur Jack DeJohnette, dans le cadre d'un cycle de concerts intitulé « Jazz au Quai Branly ». ■

Patrick Labesse

sœurs», celle des juifs et celle des musulmans. C'est dans la lutte anticolonialiste, « seule base où la rencontre était possible », écrit-il, qu'il comprend qu'il n'a qu'une et unique « patrie » – l'Algérie, qu'il s'efforcera de servir de toute son énergie.

A l'indépendance, il est chargé du dossier pétrolier, au sein du cabinet du ministre de l'industrie. Entre 1963 et 1964, il signe plusieurs articles dans l'hebdomadaire *Révolution africaine*, dont un, retentissant, qui met en cause l'oligarchie pétrolière française. Plus tard, après 1965, il travaillera, comme cadre supérieur, à la création de la Société nationale de sidérurgie. Partisan de l'autogestion, Joseph Claude Sixou avait été choqué et meurtri, au lendemain de l'indépendance, par la proclamation du code de nationalité, qui faisait des non-musulmans des « minoritaires de service », selon l'expression de l'un d'entre eux. Le coup d'Etat de Houari Boumediène, le 19 juin 1965, le confirma dans son analyse que l'Algérie faisait des choix qui la menaient à l'impasse. Installé en France depuis le début des années 1970, Joseph Claude Sixou a longtemps travaillé dans le secteur de l'informatique. ■

C.S.

## Égalité '68

(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>

[egalite68@noos.fr](mailto:egalite68@noos.fr) / [egalite68@numericable.fr](mailto:egalite68@numericable.fr)